

OECD FORUM 2006
BALANCING GLOBALISATION
22-23 May 2006, Paris

Villes et mondialisation

Yazid Sabeg
22 May 2006

I – Introduction

Nos grandes villes sont devenues des acteurs incontournables de l'économie globale et mondialisée.

Les activités elles aussi sont aujourd'hui polarisées autour des grandes agglomérations des grandes conurbations qui concentrent l'essentiel des richesses humaines, matérielles et culturelles.

Ainsi en France par exemple l'île de France pèse-t-elle à elle seule 30% du PIB national et rassemble 22% de la population active du pays.

Préoccupation persistante, ces villes ne sont pas homogènes, elles abritent des enclaves territoriales au fonctionnement autarcique où se concentre la pauvreté, les Zones Urbaines où se concentrent des populations déclassées. Elles sont coupées des villes, se caractérisent par une architecture souvent dégradée qui aggrave la relégation urbaine, des ségrégations de toutes sortes – notamment scolaires – et surtout par une absence de mobilité. Les déplacements urbains y sont difficiles, les réseaux sociaux et économiques inexistantes.

Toutes ces fractures augmentent bien sûr la distance physique et sociale à l'emploi.

Pourquoi de tels écarts ?

Il y a d'abord l'héritage des politiques urbaines des grands ensembles, combiné au chômage de masse.

Il y a aussi et surtout une absence totale de toute politique véritable publique d'intégration ciblée sur les populations immigrées, les premières victimes de ce chômage, et les principaux habitants de ces grands ensembles. On a laissé l'intégration se faire « toute seule », spontanément, sans effort d'accompagnement volontaire et spécifique.

Au cours des années 60, la France s'est engagée dans une politique de construction agressive de grands ensembles périphériques, dans l'urgence, et pour loger la main d'œuvre ouvrière, notamment les migrants.

Le processus de désindustrialisation amorcé vers la fin des années 70 a isolé les grands ensembles et contribué à dissocier le couple habitat-emploi. Avec le regroupement familial

simultané, mal géré, les migrants pu ou pas qualifiés se sont concentrés pour une grande part dans ces territoires enclavés et éloignés de l'emploi.

Les inégalités y sont cumulatives, trans-générationnelles, et empêchent toute mobilité sociale. Le déterminisme social est total !

Le plus grave est sans doute l'absence de mobilité réelle des individus. Les habitants sont tout simplement dans l'incapacité physique d'accéder à un meilleur logement, à un meilleur emploi, ou à une meilleure école.

Or aujourd'hui si l'on parle de diversité, de mixité, c'est cette mobilité qui est essentielle : le développement d'une ville dépend de la qualité de ses interactions avec un territoire plus vaste, régional, européen, voire mondial.

JE VOUDRAIS DIRE MAINTENANT LE PROBLÈME DE LA « MULTI-SEGREGATION »

La « désintégration » se traduit à tous les niveaux, et pas seulement pour les habitants que l'on stigmatise. C'est la politique urbaine et sociale qui n'est pas intégrée elle-même.

La ville française et plus généralement en Europe souffre d'une multi-ségrégation :

1. Ségrégation des acteurs politiques, dont les responsabilités se chevauchent, entre la région, la commune.... Alourdie par un zonage incohérent et inefficace
2. Ségrégation du volet urbain et du volet socio-économique dans la politique de la ville...
3. Ségrégation des bénéficiaires, qui cherchent à vivre dans « l'entre soi », en évitant soigneusement la compagnie de voisins de classes sociales immédiatement inférieures. C'est tout le paradoxe de la ville moderne : la ville, qui vit de la mondialisation et des échanges, nourrit des stratégies d'évitement généralisée et de communautarisation.

QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES RÉPONSES ? QUELS SONT LES MOYENS ET LES LEVIERS D'ACTION ?

Ces questions sont primordiales pour l'avenir.

Intégrer les populations, suppose déjà d'intégrer les moyens d'action, en agissant de façon concertée au niveau de l'intercommunalité, en mettant un terme aux conflits de compétence. C'est cette action concertée qui fait aujourd'hui défaut pour déterminer et accepter l'échelle pertinente pour l'action.

Il faut ensuite considérer le renouvellement et le développement urbain comme une stratégie intégrée qui considère le logement, la mobilité et le transport, l'éducation et la formation, les activités économiques et la dévolution de l'espace public.

Cela suppose aussi d'intervenir dès l'école. En France la carte scolaire participe à la calcification géographique et à la ségrégation des individus. Son assouplissement, la mobilité territoriale des élèves, l'abaissement du nombre d'élèves en ZEP sont des conditions essentielles du brassage à l'échelon national.

Cela suppose enfin d'intégrer pleinement la diversité comme un outil au service de l'égalité. En tournant le dos à la diversité, et notamment aux jeunes Français des minorités visibles, notre pays prend le risque de sacrifier une génération entière, en la déclarant socialement inutile. Il faut en être convaincu : réaliser la diversité, se fixer des obligations de résultats (chiffres à l'appui) est une condition du progrès de l'égalité.

C'est en réalisant cette égalité là que la France – et l'Europe même – tirera le plus grand avantage de la mondialisation et combattra le plus efficacement les inégalités dont elle peut être porteuse.